



solidaires

ÎLE DE FRANCE

Journal de l'Union régionale des syndicats CFTD d'Île-de-France • n° 548 • Octobre 2025

DOSSIER **AGIR POUR** **LA PROTECTION SOCIALE** **EN ÎLE-DE-FRANCE**

**FONCTION PUBLIQUE :
L'INTERPROFESSIONNEL
DANS LA CAMPAGNE**



Vous êtes adhérent CFDT ?

Vous êtes protégé.

Résolument ancrés dans le secteur de l'économie sociale, nous démontrons qu'il est possible de conjuguer efficacité économique, solidarité et création de valeur sociale. Depuis 40 ans, des contrats Macif protègent les adhérents et militants CFDT à jour de leurs cotisations lors de leurs activités syndicales et professionnelles.

Dès votre adhésion, vous êtes protégé dans le cadre de votre activité syndicale.



La Macif et la CFDT sont partenaires pour soutenir votre engagement. C'est pourquoi, lorsque vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour sécuriser votre action militante.

Vous êtes garanti en cas d'accident survenu dans le cadre des activités et missions confiées par la confédération ou l'une de ses structures suite à :

- des dommages corporels dus à un accident garanti (frais médicaux⁽¹⁾, perte de salaire⁽²⁾, invalidité⁽³⁾, incapacité permanente⁽⁴⁾, décès)
- des dommages à votre véhicule personnel ou celui que vous avez pris en location lors de déplacements dans le cadre d'une mission ou d'un mandat syndical : prise en charge de la franchise ou montant des réparations⁽⁵⁾
- la mise en cause de votre responsabilité civile ; si vous occasionnez des dommages corporels, matériels ou immatériels à un tiers, la Macif indemnise la victime des dommages subis.

De plus, vous êtes protégé par un contrat de Protection Juridique Vie Professionnelle. Le contrat a pour objet d'assurer la défense de tout adhérent CFDT dans l'exercice de ses activités professionnelles à la suite d'un litige avec un tiers lorsque sa responsabilité est recherchée devant une juridiction pénale, civile ou administrative pour faute, négligence ou omission non intentionnelle⁽⁶⁾.



Pour en
savoir plus,
scannez ce
QR Code



Les garanties citées sont accordées dans les conditions et limites fixées aux contrats souscrits.

(1) Prise en charge à concurrence du plafond prévu dans le tableau des garanties présent aux Conditions Particulières et après intervention des régimes de protection sociale et autres assurances.

(2) En cas d'arrêt de travail de plus de 15 jours.

(3) Invalidité supérieure ou égale à 10%.

(4) Incapacité permanente à partir de 66%.

(5) La Macif prend en charge le montant de la franchise appliquée ou le montant des réparations en cas d'absence d'assurance dommages à concurrence de : 500 € pour les véhicules de 4 roues de moins de 3500 kg ; 300 € pour les véhicules terrestres à moteur de 2 ou 3 roues.

(6) Hors litiges relevant strictement du contrat de travail.

Crédit photo : Svitlanahulko85 / Panther Media / GraphicObsession.

MACIF - MUTUELLE ASSURANCE DES COMMERÇANTS ET INDUSTRIELS DE FRANCE ET DES CADRES ET SALARIÉS DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 1 rue Jacques Vandier 79000 Niort.

Sommaire

Actualités 4 & 7

Temps forts 8

Mobilisation pour
la justice fiscale

Grand angle 9 à 12

Agir pour la protection sociale
en Île-de-France

Sur le terrain 14 & 15

Mouvements sociaux
en Île-de-France

Pratiques 16 & 17

Fonction publique 2026 :
l'interprofessionnel
dans la campagne

Portrait 18

Marie-Christine Oudart



© Freepik

La proximité : une identité CFDT



Ce qui fait la force, le poids et la crédibilité de la CFDT en Île-de-France, c'est avant tout sa représentativité et sa première place acquise depuis une décennie maintenant grâce à la proximité avec les équipes syndicales et avec les travailleuses et travailleurs.

Notre réseau de mandatés, la richesse des échanges entre responsables interprofes-

sionnels et syndicats, constituent une véritable force collective et une richesse. C'est cette articulation vivante entre le terrain et la représentation, entre l'action locale et la stratégie collective, que nous devons continuer à renforcer.

La proximité avec les élus locaux constitue, elle aussi, un levier essentiel. Elle permet d'agir concrètement, de faire avancer des situations concrètes sur le terrain, de préparer les débats parlementaires et de nourrir les projets sur les territoires.

La CFDT Île-de-France, c'est avant tout une organisation ancrée dans le réel : celui des travailleurs, des bassins d'emploi, des entreprises et des administrations. Sa force tient à sa capacité d'écoute, à sa réactivité, et à cette présence sur le terrain, là où se vivent les mutations du travail et les solidarités.

Mais la proximité, c'est aussi l'accompagnement. Former, informer, soutenir juridiquement, partager les savoirs et les pratiques syndicales qui fonctionnent : ces actions quotidiennes permettent à chaque équipe syndicale de monter en compétence et se sentir soutenue syndicalement. C'est ainsi que se révèlent de nouvelles générations de militantes et de militants, que s'assure la relève, que se transmettent les valeurs et l'énergie collective de notre organisation.

Renforcer la proximité, c'est finalement cultiver ce sentiment d'appartenance qui fait toute la différence : celui d'être membre d'un collectif qui agit, qui écoute, qui transforme. C'est cela, l'identité CFDT.

Badiaa Souidi
Secrétaire générale


ile-de-france.cfdt.fr

Bimestriel – Prix au numéro : 1,50 € – Abonnement annuel : 10 € – Rédaction-Diffusion : 78, rue de Crimée 75019 PARIS

Tél : 01 42 03 89 00 – E-mail : com@iledefrance.cfdt.fr – Directrice de la publication : Badiaa Souidi

Rédactrice en chef : Judith Boumendil – Comité de rédaction : Philippe Antoine, Jean-Yves Belaty, Judith Boumendil,

Marion Dauchot, Tiziana Fantinati, Alice Heras, Hassan Mohamed, Badiaa Souidi – Photos : Judith Boumendil, Alice Heras, DR

– Journaliste : Alice Heras – Maquettiste-Graphiste : Olivier David – Imprimerie : Wagram Éditions, 37 avenue Gabriel Péri BP

2008 - 95871 Bezons cedex – N° CPPAP : 0529 S 06868 ISSN : 099 362 763 – Dépôt légal : octobre 2025



CADRES

L'IA, un défi syndical

L'intelligence artificielle transforme profondément le monde du travail. Comment l'aborder syndicalement ? Telle a été la question au cœur de la table ronde organisée le 24 septembre par la CFDT Île-de-France et la CFDT Cadres, lors d'un Afterwork.

Animée par Jean-Marie Robert (CFDT Cadres), la rencontre s'est ouverte sur l'intervention de Raphaël Breton, secrétaire général adjoint de la CFDT Île-de-France. Cette révolution technologique se distingue des précédentes : son adoption est d'abord portée par les salariés, sa diffusion est ultrarapide, évolutive. Enfin, l'IA concerne l'ensemble des métiers.

Odile Chagny de l'Ires a présenté le processus européen de consultation, tandis que Luc Mathieu, secrétaire national, a détaillé la stratégie confédérale et les outils à disposition. Sophie Thierry, membre du Conseil de l'intelligence artificielle et du numérique, a quant à elle identifié des questions clés pour la négociation collective ou dans le cadre du dialogue



De gauche à droite : Odile Chagny, Luc Mathieu, Sophie Thierry et Jean-Marie Robert.

professionnel : impacts sur l'organisation du travail et la santé, partage de la valeur, protection des données personnelles et impact environnemental.

Une rencontre éclairante pour mieux comprendre, débattre et agir face aux transformations induites par l'IA.

Plus d'infos et ressources sur ile-de-france.cfdt.fr

RENTRÉE 2025



Accueil des stagiaires enseignants

En Île-de-France, les académies de Créteil, Paris et Versailles accueillent chaque année des milliers de stagiaires enseignants.

Le 25 août, plus de 1 000 nouveaux stagiaires du second degré – enseignants, conseillers principaux d'éducation et psychologues de l'Éducation nationale – ont été réunis à l'université de Cergy pour une journée d'accueil marquant leur entrée dans la profession.

La CFDT Éducation Formation Recherche publiques de Versailles était fortement mobilisée, avec une dizaine de militantes et militants présents pour informer, répondre aux questions et créer du lien dans une académie aux dimensions exceptionnelles mais insuffisamment dotée en moyens humains.

Les témoignages recueillis révèlent des difficultés récurrentes : emplois du temps inadaptés, pressions hiérarchiques, comportements inappropriés...

Le syndicat renforce donc son action de soutien et lance l'enquête « C'est Versailles ici ? », destinée à nourrir ses revendications en vue des élections professionnelles de 2026.

APRENTISSAGE

À la rencontre des apprentis

Les jeunes en centre de formation d'apprentis (CFA) sont aussi des salariés. Pour les aider à mieux connaître leurs droits, la CFDT Île-de-France va régulièrement à leur rencontre.

Au CMA formation de Bobigny (chambre des métiers et de l'artisanat), les 10 avril et 7 octobre, l'équipe régionale s'est installée avec son camion orange et blanc pour échanger avec des apprentis sur

des sujets concrets : temps de pause, heures supplémentaires, rythmes de travail...

Même démarche, mais sans camion, au centre d'excellence des professions culinaires à Paris, les 20 juin et 10 octobre. Autant de préoccupations au cœur de l'entrée dans la vie active.

Pour accompagner les jeunes, les militants ont distribué le guide sur l'apprentissage et un flyer récapitulant les principales informations utiles : droits, contrat d'apprentissage, logement, sans oublier la proposition d'adhésion à la CFDT.

Le guide actualisé sera disponible en décembre !

HANDICAP

Non aux coupes budgétaires du Conseil régional

La CFDT Île-de-France dénonce avec fermeté la décision du Conseil régional de supprimer sa contribution au fonds de compensation du handicap annoncée en septembre. « *La solidarité nationale ne peut être sacrifiée aux contraintes budgétaires. Ce désengagement marque un recul alarmant de la cohésion sociale* », alerte l'organisation dans son communiqué du 24 septembre.

Cette suppression prive huit maisons départementales des personnes handicapées (MDPH) de 2 millions d'euros et pénalise directement 2 000 Franciliens qui en bénéficiaient pour adapter leur logement ou leur véhicule.

La CFDT Île-de-France continuera, elle, à porter sa voix dans les conseils d'administration des instances décisionnelles auxquelles elle participe et en particulier des commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées. Elle reste aussi mobilisée à travers ses permanences de proximité sur le handicap, déployées sur le territoire francilien.

ENGAGEMENT DES JEUNES

Syndi'Cool Night : la soirée syndicale !

Le syndicalisme est – et sera – cool ! Pour le démontrer, la CFDT Île-de-France organise Syndi'Cool Night, une soirée-rencontre dédiée aux jeunes adhérents de moins de 36 ans, le jeudi 27 novembre à Paris.

Au programme : forums et échanges sur le travail et l'engagement, espace services pour découvrir des outils, stand up d'Areski Chougar.

La soirée se poursuivra par un apéro et DJ set.



51 479

C'est le nombre d'adhérents franciliens ayant activé leur espace adhérent sur le site internet de la CFDT au 1^{er} septembre 2025. C'est bien... Mais plus de la moitié (54,6 %) ne l'ont pas encore fait ! Pourtant, cet accès est indispensable pour profiter pleinement de tous les services : formation syndicale, publications et contacts, et, bien sûr, ressources du dispositif ARC.

Activons notre espace et incitons les nouveaux adhérents à en faire autant !

SANTÉ AU TRAVAIL

Octobre rose : ensemble contre le cancer du sein

Plus de 61 000 nouveaux cas de cancer du sein sont diagnostiqués en France chaque année. De nombreuses études ont mis en évidence les liens entre certaines formes de la maladie et les conditions de travail — notamment le travail de nuit, l'exposition à des agents chimiques ou encore aux rayonnements ionisants. Le 5 octobre, la CFDT Île-de-France a participé pour la première fois à la course Odyssée, dans le cadre d'Octobre rose, pour soutenir la recherche contre le cancer du sein. Une trentaine de militantes et militants se sont retrouvés au bois de Vincennes pour marcher ou courir dans une ambiance conviviale et solidaire. Au-delà du défi sportif, cette participation avait un objectif fort : affirmer l'engagement de



la CFDT Île-de-France en faveur de la reconnaissance de certains cancers du sein comme maladies professionnelles, et pour une meilleure prévention des risques dans les entreprises et les administrations. Cette mobilisation visait aussi à interpeller les employeurs sur les liens possibles

entre travail de nuit et cancers du sein, avec le slogan : « *Travail de nuit, cancer du sein, employeurs, reconnaissez le lien !* »

Forte de cette première expérience conviviale et solidaire, la CFDT Île-de-France renouvellera sa participation à Odyssée l'an prochain.

DÉVELOPPEMENT SYNDICAL

Nouvelle section au PIC de l'AP-HP : les agents se mobilisent !

Créé en 2018 dans une logique de mutualisation des moyens logistiques de l'AP-HP, le Pôle d'intérêt commun (PIC) regroupe la blanchisserie centrale de la Pitié-Salpêtrière, les ambulances ainsi que les services de maintenance et de sécurité.

Le PIC, qui emploie aujourd'hui près de 800 agents, est confronté aux difficultés qu'on connaît dans le secteur : manque d'effectifs, absences pour maladie ou congés non remplacés, objectifs de production en hausse constante, pénibilité ignorée et reconnaissance salariale faible...

Face à cette situation, un agent décide de passer à l'action. Fin 2024, Bernard Abbas, salarié à la blanchisserie, prend l'initiative de contacter Miranda Mensah, responsable développement de la CFDT AP-HP, pour faire entrer la CFDT dans l'établissement.

« Je voulais que la CFDT soit présente au PIC pour porter ses valeurs de négociation et de dialogue social », explique-t-il.

Une première journée d'action, marquée par une mobilisation forte et de nombreux échanges sur les difficultés vécues dans chaque service, vient d'être organisée dans le cadre de Réponses à emporter, avec l'appui du syndicat CFDT AP-HP, le 24 septembre.

Après ce succès, Bernard affiche clairement ses ambitions : faire grandir la section, qui compte déjà 17 adhérents, et faire bouger les lignes.

« Nous avons beaucoup de revendications et je suis constamment sur le terrain. Nous voulons atteindre 80 à 90 adhérents d'ici la fin de l'année. »

La mobilisation est bel et bien lancée.

SALONS CSE

Au plus près des élus

La CFDT Île-de-France a fait carton plein sur ses stands à l'occasion des salons CSE de la rentrée. « Nous avons reçu 200 personnes au salon Solutions CSE de mi-septembre Porte de Versailles, et environ 150 au salon Elucéo qui a eu lieu au Stade de France début octobre. C'est un peu moins que d'habitude mais la baisse de participation était générale. On sent que nous approchons de la fin de mandat », note Tiziana Fantinati

C'est pour aller à la rencontre des élus et élues des CSE que la CFDT Île-de-France participe quatre fois par an à ces salons. « Nous recevons des équipes que nous connaissons bien qui viennent renouveler leurs affiches et documentation, d'autres qui veulent nous découvrir, des sympathisants... Cela fait toujours du bien d'échanger avec eux et d'avoir des retours plus que positifs », poursuit Tiziana Fantinati.

Le suivi de ces équipes ne s'arrête pas aux salons CSE. Des contacts sont pris et un accompagnement, lorsque celui-ci est sollicité, se met en place. Cette année encore, plusieurs sections ont été créées à la suite des indications données sur le salon.



VOUS INFORMER AU QUOTIDIEN

Nouveau site internet !

Dévoilé le 8 octobre, le nouveau site internet de la CFDT Île-de-France marque une véritable évolution.

Plus qu'une simple mise à jour, c'est une refonte complète avec une identité visuelle modernisée, un moteur de recherche plus performant ou encore une navigation plus fluide et accessible.

« Nous avons voulu un site centré sur la proximité », explique Judith Boumendil, secrétaire régionale en charge de la communication et la presse. Les visiteurs y trouveront facilement les horaires des permanences, l'agenda de toutes nos rencontres et l'ensemble de nos outils pratiques. Et bien sûr, l'inscription à la newsletter reste ouverte ! ile-de-france.cfdt.fr

LE SAVIEZ-VOUS ?

Près de 9 Français sur 10 considèrent les associations comme des acteurs essentiels de la vie locale. Pourtant, la baisse des financements menace 186 000 emplois de l'économie sociale et solidaire. En 2022 déjà, 1 170 procédures collectives, dont 489 liquidations, ont été enregistrées. Face à cette crise sans précédent, les associations se sont mobilisées le 11 octobre pour crier haut et fort : « Ça ne tient plus ! » Un combat soutenu par la CFDT Île-de-France, notamment dans les instances où elle siège.



Mobilisation le 11 octobre, place Stalingrad.

La CFDT se mobilise pour la justice fiscale

À l'appel de l'intersyndicale, le long cortège orange de la CFDT a défilé à Paris, les 18 septembre et 2 octobre. Ces deux journées d'action visaient à dénoncer des budgets d'austérité qui pèsent lourdement sur les travailleurs.

18 septembre, 13 h 30 : le cortège s'organise peu à peu. Badiaa Souidi, secrétaire générale de la CFDT Île-de-France, venue porter les couleurs de la CFDT derrière la banderole de tête intersyndicale, explique : « nous avons réuni tous les syndicats français dès le 3 septembre pour préparer une mobilisation que nous souhaitons massive. Nous demandons la justice fiscale, pour que le poids des efforts ne repose pas uniquement sur le monde du travail. Les inégalités, déjà criantes dans notre région, ne cessent de se creuser. »

La force de la CFDT

Dans les rues noires de monde autour de la place de la Bastille, les gilets orange se distinguent clairement dans la foule : les salariés et agents, femmes et hommes, ont répondu massivement à l'appel. « Je suis en colère. Nous manquons de moyens, j'ai perdu du pouvoir d'achat ces dernières années, pendant que d'autres s'enrichissent », déplore Pascale, cadre dans le secteur des assurances. Elle n'est pas seule. Jean-Yves, directeur d'école, partage la même lassitude : « nous sommes en sous-effectifs et nous ne pouvons plus accueillir correctement nos élèves, notamment celles et ceux en situation de handicap. Nous peinons à recruter, plus personne ne veut passer les concours », explique-t-il. Des salariés de tous les secteurs défilent côte à côte : 250 000 selon la police, dont près de 75 000 de la CFDT.

Faire entendre notre voix

Rebelote 15 jours plus tard : alors que la France n'a pas de gouvernement et que les négociations entre partis politiques s'enlisent, usant encore un peu plus les citoyens en attente de mesures sociales et fiscales justes, l'intersyndicale appelle à nouveau à la mobilisation. Le cortège de la

CFDT, qui défilera cette fois de place d'Italie aux Invalides, est certes moins fourni, mais très représentatif, grâce à un service d'ordre étoffé et des animateurs dynamiques. L'ambiance est déterminée, « cette fois-ci on ne lâchera rien. » Les pancartes que l'on voit de-ci de là expriment une colère qui ne diminue pas face à des conditions de travail toujours plus dures, un manque de reconnaissance et la perte du pouvoir d'achat.

Dialoguer, enfin !

Pour la CFDT, il n'y a pas de doute : la crise est clairement la conséquence d'une politique qui fait la sourde oreille aux revendications sociales. Il est désormais temps d'entendre le monde du travail.

« La CFDT a beaucoup de propositions pour un budget 2026 juste. Nous réclamons la conditionnalité des aides aux entreprises à la création d'emplois durables et la protection de l'environnement. Nous sommes aussi

convaincus qu'il est désormais impératif de taxer les patrimoines les plus élevés. Les services publics doivent être défendus, l'équilibre est possible à condition d'être plus équitable », conclut Badiaa Souidi.

La détermination reste forte dans les rangs de la première organisation syndicale de la région, prête à se mobiliser pour faire entendre sa voix. Quelques jours plus tard, la suspension de la réforme des retraites semble indiquer que le nouveau gouvernement de Sébastien Lecornu se montre plus disposé au dialogue social que ses prédécesseurs. Pour des centaines de milliers de travailleurs qui partiront trois mois plus tôt à la retraite, cette décision a le goût d'une victoire et laisse espérer un apaisement démocratique. Mais la prudence reste de mise : seules des mesures fiscales réellement équitables permettront de vérifier si cette ouverture n'est pas qu'un signal de circonstance.

Alice Heras



Le 18 septembre, tête du cortège régional

AGIR POUR LA PROTECTION SOCIALE EN ÎLE-DE-FRANCE



80 ans après sa création, la Sécurité sociale reste une conquête à défendre.

© Adobe-stock - chomiti

Le modèle français de Sécurité sociale fête ses 80 ans. Un anniversaire source de questionnement : ce système solidaire, pilier de notre pacte social, saura-t-il encore longtemps résister aux vents contraires ? Alors que certains dénoncent son prétendu « coût exorbitant », la CFDT, elle, rappelle l'essentiel : la protection sociale n'est pas une charge, c'est un choix de société. Sa gouvernance paritaire, déclinée dans chaque région, est l'un de ses piliers fondamentaux.

Dossier réalisé par Alice Heras

Basée sur la solidarité nationale, intergénérationnelle et interprofessionnelle, la Sécurité sociale est, pour la CFDT, une valeur fondatrice — politique, sociale et humaine. En France, ce modèle fonde son ancrage démocratique sur une gouvernance paritaire, partagée entre les organisations syndicales d'employés et d'employeurs, ce qui garantit une voix au chapitre aux acteurs de terrain. En Île-de-France, où la densité et la diversité de la population rendent l'accès aux prestations particulièrement vital, cette gouvernance faite de dialogue, est d'autant plus importante que les réalités territoriales sont hétérogènes. C'est là, au cœur du système, que les mandats dans les conseils d'administration

font vivre les principes de solidarité, d'universalité et de participation.

Un pilier de notre modèle social

Pour la CFDT, la protection sociale n'est pas un concept abstrait : c'est une promesse de dignité. Couvrir chaque citoyen contre les risques de la vie — maladie, accident, vieillesse — selon le principe fondateur « *chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins* », demeure une conquête révolutionnaire.

Mais ce modèle est aujourd'hui fragilisé. Dans une société où l'individualisme progresse, le débat se tend autour de questions budgétaires : *qui doit payer, combien et jusqu'où ?* Le Projet de loi de financement de la

Sécurité sociale (PLFSS), actuellement en débat au Parlement, cristallise ces tensions.

La CFDT ne s'y trompe d'ailleurs pas : « *Le texte présenté par le gouvernement reste une loi de sous-financement, faite de coups de rabot sur les prestations* », dénonce-t-elle dans un communiqué le 23 octobre.

Pour une Sécurité sociale solide et soutenable

Dans son manifeste « *La protection sociale que nous voulons* » publié en juillet, la CFDT remet les pendules à l'heure : « *Notre modèle de protection sociale est soutenable sur le long terme.* » La CFDT avance des pistes concrètes pour le renforcer : favoriser l'emploi des seniors, mais dans des

emplois de qualité, conditionner les exonérations de cotisations à leur efficacité réelle sur l'emploi, élargir les sources de financement au-delà des seuls revenus d'activité.

Car pour la CFDT, une bonne Sécurité sociale, accessible, équitable et bien gouvernée, renforce la confiance dans la République. À l'inverse, une Sécurité sociale au rabais alimente la défiance et le succès des partis d'extrême droite. « *C'est quand la solidarité recule que le populisme prospère* », rappelle le manifeste.

L'Île-de-France, un laboratoire social

Dans la région, la protection sociale prend un sens très concret. Avec plus de 4 millions de bénéficiaires, chaque décision sociale a un impact majeur. Les défis sont nombreux : accès aux



soins pour les plus précaires, accompagnement des familles monoparentales, prévention des risques professionnels dans un tissu économique dense. « *Les besoins augmentent avec le vieillissement, la précarité et l'évolution des parcours de vie* », souligne Aurélie Lagaville, secrétaire

générale adjointe de la CFDT Île-de-France, en charge de la protection sociale.

À l'approche du renouvellement des mandats dans les caisses (CPAM, CAF, Cramif, Urssaf, Ugecam) prévu pour le premier trimestre 2026, le rapport de forces se construit dès aujourd'hui.

Christophe Vincent Titeca, Président du conseil de la CPAM de Paris depuis 2022, revient sur son rôle, les actions menées pour les assurés et l'importance du mandat CFDT dans la gestion de la caisse.

Le conseil porte un regard global sur la caisse et vote les grandes orientations, en veillant à ce que les décisions prises répondent aux besoins réels des assurés.

Son pouvoir a pu être réduit au fil des années, mais il dispose encore de marges de manœuvre importantes pour agir concrètement. À la CPAM de Paris, je suis particulièrement attentif aux assurés les plus fragiles. Notre caisse s'est aussi assurée du maintien des droits des personnes étrangères jusqu'à six mois après la fin de leur séjour, comme le prévoit le Code de la Sécurité sociale. Je participe à de nombreuses actions de terrain, dites « d'aller

vers », menées dans les foyers de travailleurs migrants ou sur les forums étudiants au moment de la rentrée. Ces interventions permettent à la fois de sensibiliser au dépistage, d'accompagner les publics dans l'ouverture ou la mise à jour de leurs droits et de renforcer le lien entre la CPAM et les usagers. Les valeurs de la CFDT se traduisent également dans la participation aux différentes commissions paritaires de la caisse : recours amiable, aides financières ou encore lutte contre la fraude. Quelques résultats : 1 267 réclamations d'assurés ont été traitées en 2024, 933 aides ont été accordées notamment pour des implants et 1,17 million d'euros de pénalités pour fraude



(pharmaciens notamment) ont été votées. Ces instances, où les mandats CFDT défendent une approche à la fois juste et responsable, permettent de régler de nombreuses situations concrètes et de garantir l'équité entre assurés. Notre engagement contribue enfin à déconstruire l'idée selon laquelle la CPAM serait une institution technocratique. Nous apportons l'expertise du terrain et défendons un principe essentiel pour la CFDT : la gestion démocratique d'un bien commun. »

« Nos administrateurs doivent continuer à défendre une vision ambitieuse de la protection sociale : un investissement pour l'avenir, pas un coût à réduire », poursuit Aurélie Lagaville.

Des mandats essentiels pour peser sur le réel

Être représenté dans les conseils d'administration, ce n'est pas symbolique : c'est agir.

Ces instances décident des budgets, des priorités sociales, des politiques locales d'accès aux droits. Prenons un exemple : la CAF des Yvelines. « Son budget total est de 1,4 milliard d'euros, dont 179 millions pour la

commission d'action sociale. La répartition de ces crédits – petite enfance, parentalité, centres sociaux... – est décidée par les administrateurs. C'est un vrai pouvoir d'agir », explique Sophie Barrois, présidente CFDT de la CAF des Yvelines.

Les mandats de la CFDT ont à leur actif des actions particulièrement significatives (voir interview de Christophe Vincent Titeca et de Fabrice Dorin). « Il est crucial de connaître son territoire pour adapter la politique aux besoins, avec un maille fin. Dans les Yvelines, de grandes inégalités existent pour l'accueil de la petite enfance, par exemple. Les

ALORS QU'IL ACHÈVE SON DEUXIÈME MANDAT À LA PRÉSIDENTIE DE LA CAF DES HAUTS-DE-SEINE, **FABRICE DORIN** REVIENT SUR SON ACTION.

Quel est le rôle d'un président de caisse ?

Le conseil d'administration est le versant politique de l'organisme. Nous représentons les allocataires et veillons à ce que le service qui leur est rendu soit de bonne qualité. Nous votons les budgets, nous rendons des avis, nous déclinons au niveau local la politique familiale portée par la convention d'objectifs et de gestion. En commission d'action sociale, nous délivrons les agréments des centres sociaux, par exemple, nous attribuons des subventions d'investissement pour construire des structures, nous finançons le fonctionnement des crèches ou des centres de loisirs et nous veillons à ce qu'ils respectent certaines valeurs, comme la laïcité.

Dans notre budget d'action sociale (environ 300 millions d'euros) nous disposons de fonds locaux qui nous permettent de construire des dispositifs adaptés aux réalités de notre territoire. Le dernier projet en date, que j'aimerais boucler avant la fin

de la mandature, concerne la jeunesse. Il s'agit d'un dispositif de soutien au parcours du Brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (Bafa). L'objectif est de concevoir un dispositif global qui inclurait le financement des sessions théoriques, articulées avec un stage pratique chez nos partenaires qui ont besoin d'animateurs et une promesse d'embauche en cas de réussite. Ce projet répond à un double enjeu : accompagner les jeunes dans un processus de formation valorisant et d'implication citoyenne tout en luttant contre la pénurie d'animateurs dans le département.

Pourquoi est-il important pour la CFDT d'occuper ce type de mandat ?

Être président de CAF, c'est être en contact direct avec un large réseau d'acteurs politiques et institutionnels. C'est une position stratégique pour porter des idées, faire entendre nos valeurs et relayer les axes revendicatifs de la CFDT. Ces mandats nous permettent d'agir là où se

LES CHIFFRES-CLÉS DE LA PROTECTION SOCIALE EN ÎLE-DE-FRANCE



12,4 millions d'habitants
(19 % de la population française)

4 millions d'assurés sociaux

30 000 salariés de la protection sociale en Île-de-France



déclinent les politiques familiales et sociales et leurs arbitrages budgétaires.

Comment as-tu articulé ton action avec la section CFDT de la CAF des Hauts-de-Seine ?

Les salariés sont représentés au sein du conseil d'administration. La CFDT est largement majoritaire dans notre CAF, cela facilite un dialogue permanent. Avec les représentants CFDT, nous partageons des informations précieuses sur le fonctionnement interne et les orientations de la caisse. Cette coopération est essentielle : nous avons tous intérêt à ce que l'organisme fonctionne bien. La gestion RH de l'organisme ne fait pas partie des prérogatives du CA. Mais les conditions de travail des agents ont un impact direct sur la qualité du service rendu aux allocataires.

contrats territoriaux que nous passons avec les collectivités pour subvenir aux besoins sont essentiels pour leur action. Dans bien des cas, nous sommes les premiers financeurs », rappelle Sophie Barrois.

Les mandats agissent aussi en lien étroit avec les sections syndicales. Les intérêts des salariés et des usagers peuvent paraître très différents mais souvent, ils convergent. Christophe Vincent Titeca, président CFDT de la CPAM de Paris, explique : « dans le code de la Sécurité sociale, seul le directeur général a des prérogatives sur le personnel. Mais si on nous dit "on lance un plan de licenciement", cela va avoir une répercussion directe sur les allocataires, par exemple. Le chef de file CFDT est en relation avec

la section, et nous avons des sujets communs comme, en ce moment, le maintien de l'activité de notre centre de santé de Réaumur. »

Des élus au cœur du dialogue social

Le rôle des mandats CFDT, c'est aussi d'être des passeurs entre les directions, les salariés et les usagers. « Le lien avec le syndicat francilien des agents de la Sécurité sociale, mais aussi les unions départementales, est essentiel pour porter une parole cohérente », précise Aurélie Lagaville. En parallèle, avec Badiaa Souidi, secrétaire générale de la CFDT Île-de-France, Aurélie a reçu mandat pour négocier les responsabilités, notamment les présidences et vice prési-

dences des caisses pour la prochaine mandature (2026-2030). « Nous voulons peser davantage dans la gouvernance pour défendre nos valeurs et obtenir de nouvelles présidences CFDT », insiste Badiaa Souidi.

La protection sociale, c'est le cœur battant du pacte social français. Et la CFDT entend le faire battre fort, en Île-de-France comme ailleurs. Avoir des mandats et des responsabilités dans les conseils d'administration, ce n'est pas défendre une place : c'est défendre une idée. Celle d'une société qui protège, qui redistribue, qui fait confiance. Parce qu'au fond, la question n'est pas de savoir combien coûte la solidarité, mais combien nous coûterait son absence.

NADIA BERGHOUT, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DU SYNDICAT FRANCILIEN DES AGENTS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE, TÉMOIGNE DE LA SITUATION DES SALARIÉS ET DE L'ARTICULATION AVEC LES MANDATÉS DANS LES CAISSES.

Quelle est la situation actuelle à la Sécurité sociale en Île-de-France ?

Depuis une quinzaine d'années, les effectifs baissent régulièrement, principalement à cause des départs en retraite non remplacés. L'État a cru que la numérisation permettrait d'importants gains de productivité et a supprimé trop de postes. De plus, les dossiers sont de plus en plus complexes et nécessitent toujours une expertise humaine. L'externalisation des services informatiques a aggravé la perte de compétences. Les logiciels ne sont plus au niveau, entraînant retards de traitement et surcharge de travail pour les agents qui multiplient les heures supplémentaires, parfois imposées. La fatigue se fait sentir et les absences de courte durée augmentent partout. N'oublions pas que les salaires sont faibles : avant

la signature de la nouvelle grille, certains salaires étaient encore sous le Smic.

Quelles conséquences pour les usagers ?

Les difficultés internes ont des effets directs sur le service rendu. Les retards de paiement se multiplient, mettant parfois des familles en difficulté. Les mobilisations nationales et locales n'ont, pour l'instant, pas permis d'obtenir de véritables avancées. La volonté de l'État reste de faire des économies. Le nouveau projet de loi de financement de la Sécurité sociale ne va pas dans le bon sens : on regarde les dépenses, jamais les recettes.

Comment s'articule le dialogue avec les mandats dans les conseils d'administration ?

Dans ce contexte tendu, le lien entre les salariés et les

administrateurs est crucial.

Les administrateurs ne connaissent pas toujours les conditions de travail des agents.

D'où l'importance du dialogue avec les mandats CFDT dans les conseils d'administration et notre participation aux réunions régionales.

Les échanges sont réguliers et constructifs. Les administrateurs défendent les usagers, nos militants défendent les salariés, mais les intérêts convergent souvent.

Les agents, proches du terrain, sont les premiers à alerter sur les difficultés rencontrées par les assurés. Ce dialogue constant prouve la cohérence et la vitalité de notre organisation. C'est notre force.





S'ENGAGER POUR CHACUN
AGIR POUR TOUS

ARC: trois lettres pour vous accompagner



Des Accompagnantes et Accompagnants...

Avec l'appui d'accompagnants formés :

- structure ta section ;
- développe ton collectif ;
- négocie dans ton entreprise ou ton administration ;
- informe et fais campagne pour les élections professionnelles.

Des Ressources... en ligne

Un modèle d'accord négocié ? Un partage d'expériences avec d'autres militantes et militants CFDT ?

Des informations fiables sur les NAO, ton mandat d'élu, le travail, la formation professionnelle ?

Tu trouveras ce que tu cherches sur l'ARC !

La communauté militante répond à tes questions.

Des Conseils experts

Des doutes sur la valeur juridique d'un accord d'entreprise ? Un besoin d'expertise sur un plan de restructuration ? Un sujet pointu ?

L'ARC te met en relation avec des experts, des avocats ou des militants « spécialistes » pouvant répondre à tes besoins !

Militants, vous êtes l'ARC ! Vous faites l'ARC ! L'ARC est pour vous !

arc.cfdt.fr **Contact : arc@cfdt.fr**

Les mouvements sociaux s'intensifient en Île-de-France

L'Île-de-France connaît depuis quelques mois une intensification des mouvements sociaux, protestations, préavis de grève et journées de mobilisation... Le tout se déroule dans un climat tendu, marqué par des restrictions budgétaires, des coupes dans les services publics et une forte demande de revalorisation des salaires. La CFDT Île-de-France s'est tenue aux côtés des équipes mobilisées.

Colère, ras-le-bol... depuis quelques mois et en particulier depuis juillet, où le gouvernement a présenté un projet de budget pour 2026 prévoyant des économies significatives dans plusieurs secteurs clés (santé, éducation, fonction publique...), le sentiment d'injustice chez les travailleuses et les travailleurs grandit. Parmi les mesures controversées : doublement des franchises médicales, pression accrue sur les effectifs hospitaliers, précarisation dans certaines fonctions publiques, fin des abattements pour les retraités... À ces tensions se sont ajoutées des difficultés croissantes, voire des blocages, dans le dialogue social au sein de nombreuses entreprises et administrations. Face à ces impasses, les mobilisations collectives ont

pris le relais. La CFDT Île-de-France a répondu présente, en soutien aux équipes qui l'ont sollicitée.

L'information en danger

Les salariés de Radio France, l'INA et France Télévisions avec l'appui de nombreuses organisations dont la CFDT, se sont mobilisés, le 30 juin contre le projet de fusion de l'audiovisuel public porté par Rachida Dati, ministre de la Culture. « *Ce projet soulève de vraies inquiétudes : gouvernance trop centralisée, réductions de moyens, précarité croissante et*

menace sur la liberté de l'information », explique Renaud Dalmar, délégué syndical central de Radio France. Si le projet a été suspendu grâce à une motion de rejet déposée par Europe-Écologie — les Verts adoptée à l'Assemblée nationale le 30 juin, il reste en suspens et pourrait revenir à l'Assemblée nationale... une fois les urgences traitées (PLFSS, budget...). Le secteur de la presse et de l'information traverse de manière générale une période de fortes turbulences : plans d'économies, suppressions d'emplois, les menaces sur la pérennité de certains titres préoccupent tout autant que la question de l'indépendance éditoriale, fragilisée par des rachats de médias par des milliardaires ne cachant pas des orientations politiques d'extrême droite. Dernier exemple en date : la rédaction du *Parisien*, mobilisée contre une possible revente à Vincent Bolloré. Affaire à suivre de près.



Grève à l'établissement français du sang



Mobilisation des salariés de la propreté devant l'hôpital Bichat

Salariés et agents de la santé

Les équipes de l'établissement français du sang (EFS), en grève depuis le 24 juin dernier à l'appel d'une l'inter-syndicale, ont obtenu grâce à leur mobilisation des avancées notables : une prime exceptionnelle et l'ouverture de négociations pour un nouvel accord d'intéressement. La CFDT, très impliquée dans ce conflit, a été force de proposition. « *L'objectif était d'obtenir du concret avant le 15 juillet, date de fin de notre préavis – et c'est gagné !* », a déclaré Benoît Lemerrier, délégué syndical CFDT de l'EFS. Fin août, les syndicats de l'AP-HP, dont la CFDT, ont déposé un préavis de

grève pour le 10 septembre, en réaction à un plan d'économies du gouvernement. Ils dénoncent les réductions budgétaires, le doublement des franchises médicales et, plus globalement, la dégradation du service hospitalier et des conditions de travail. Ce mouvement s'est inscrit dans une mobilisation plus large contre l'austérité (voir p. 8).

Prestataires de la propreté

Dès le 1^{er} juillet, plus de 80 salariés de la société Arc en Ciel, transférés vers Elior Santé à l'hôpital Bichat (AP-HP), ont entamé une grève, à l'appel du syndicat francilien de la propreté. Les revendications: maintien des droits existants après transfert (conditions de travail, représentation syndicale, acquis sociaux), refus des mutations imposées unilatéralement et mise en demeure de la direction pour engager des négociations. Cette mobilisation aura mis en lumière les failles des contrats de délégation ou externalisation de services, tout en montrant la capacité de la CFDT à fédérer les salariés autour d'enjeux concrets: après deux jours de grève, ceux-ci ont obtenu gain de cause.

La CFDT Propreté Île-de-France a également accompagné les salariés de Samsic, prestataire de nettoyage de TotalEnergies, dans une mobilisa-



Mobilisation contre Loi Dati de l'audiovisuel public, le 30 juin

tion initiée avant leur transfert vers Onet, le 1^{er} octobre. Le mouvement de grève entamé quelques jours avant ce transfert a connu un taux de participation de 70 %. Les salariés demandaient le maintien des avantages acquis et des engagements écrits de la part de Onet, en particulier quant à leur reprise dans le futur site de TotalEnergies, la tour « The Link », appelée à regrouper l'ensemble des sites actuels. Ils ont également vu leurs revendications satisfaites.

Le fort taux de mobilisation aussi bien à Bichat que chez TotalEnergies montre que le respect des droits lors des transferts d'employeurs et plus

largement la considération des travailleuses et travailleurs issus des entreprises prestataires par les grandes entreprises donneuses d'ordre, représentent aujourd'hui des enjeux importants.

Ces mouvements sociaux en plein été puis à la rentrée, période qui n'a jamais été propice à la mobilisation, reflètent une impatience et une inquiétude grandissantes aussi bien des agents publics que des salariés qui ne veulent plus attendre, surtout dans un contexte où le coût de la vie augmente, et où les annonces gouvernementales, à de rares exceptions près, sont perçues comme des reculs.

Alice Heras



Action de la CFDT Propreté devant le siège de TotalEnergies

Fonction publique 2026 : rassembler, convaincre et développer

Toute la CFDT se mobilise pour le scrutin de décembre 2026, moment clé pour la représentativité dans les trois versants de la fonction publique – État, hospitalière et territoriale. En Île-de-France, la campagne interprofessionnelle s'organise autour d'un plan d'action construit collectivement, qui vise à renforcer la proximité, la coordination et le développement syndical sur tout le territoire francilien.

En 2022, la CFDT, en Île-de-France avait consolidé sa place de deuxième organisation syndicale dans la fonction publique territoriale francilienne, progressant dans plusieurs départements, comme la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine. Elle était également en forte dynamique dans l'hospitalière, où elle a pris la deuxième place occupée auparavant par Sud-Solidaires. Les résultats ont été plus contrastés dans la fonction publique de l'État, avec quelques réussites, notamment dans les CSA d'universités. Les défis à relever sont donc nombreux : abstention importante, besoin de visibilité, développement des implantations. L'ambition régionale est claire : faire progresser la CFDT dans tous les versants de la fonction publique et devenir première organisation en Île-de-France.

Un plan construit collectivement

Pour bâtir ce plan d'action, l'Union régionale a réuni les syndicats franciliens afin d'échanger sur le bilan, sur les actions menées dans le passé et sur les bonnes pratiques. « *Nous sommes partis du terrain, des attentes des équipes vis-à-vis de l'interprofessionnel* », explique Nathalie Hocdé, secrétaire régionale et responsable de la campagne. « *Les priorités sont claires : agir en complémentarité avec les équipes de terrain, les fédérations, la CFDT Fonctions publiques et la confédération, développer la visibilité et renforcer la proximité.* »

En 2022, plus de 100 000 électrices et électeurs franciliens n'avaient pas pu voter CFDT faute de listes déposées. L'objectif : accompagner les équipes pour que chaque agente,

chaque agent puisse voter CFDT, en apportant un soutien concret, de la formation et des moyens adaptés.

Villes orange et mobilisation

Les opérations Villes orange restent au cœur de la stratégie francilienne. Ces journées d'action réunissent militants du public et du privé autour de cités administratives, hôpitaux et administrations locales. Il s'agit d'aller à la rencontre des agents, créer du lien et montrer une organisation solidaire et visible. Pour cette campagne, le camion CFDT Île-de-France accompagnera ces temps forts comme outil mobile de présence et de dialogue. Des rencontres trimestrielles des équipes auront aussi lieu dans les territoires.

Soutien à la campagne

Le public des agents techniques d'accueil et de service dans les lycées franciliens constitue un volet particulier du plan régional (cf. interview ci-contre de Martial Meziani). Comme en 2022, l'Union régionale s'engage aux côtés de la coordination « lycées » des syndicats Interco pour soutenir leur campagne auprès de ces agents employés par le Conseil régional en charge de la propreté, des cantines, de l'accueil, souvent dispersés et isolés sur le territoire. « *L'appui de l'interprofessionnel vise à renforcer le réseau de militants mobilisés sur l'ensemble des territoires de la région* », précise Nathalie.

Formation et communication

La formation syndicale constitue un appui concret : elle permet aux militants de mieux dialoguer avec les

agents, de comprendre les enjeux des fonctions publiques et de se sentir confiants dans leur rôle. L'Union régionale a conçu un programme dédié, en complément des formations fédérales. Des rencontres seront également organisées dans le cadre du dispositif ARC, avec le cabinet Syndex et le réseau d'avocats Avec, sur des thèmes tels que retraites, contractuels, handicap ou reclassement. L'appui proposé en matière de communication viendra en soutien de la stratégie des équipes et apportera des outils, comme des vidéos ou supports valorisant leurs actions et candidats.

Renforcer la représentativité et le développement

La campagne francilienne reste avant tout tournée vers les agents et le terrain. Chaque action vise à soutenir les équipes et à rapprocher la CFDT des agents. « *L'enjeu est clair : renforcer notre représentativité et développer notre organisation dans les trois versants de la fonction publique* conclut Badiiaa Souidi, secrétaire générale de la CFDT Île-de-France. *En étant présents, visibles et proches des agents, nous pouvons réellement faire la différence.* »

Judith Boumendil



Les Villes orange au cœur de la campagne. Ici à Versailles en 2022

Quelle était la situation lorsque tu as débuté il y a 4 ans ?

Le Conseil régional emploie près de 10 000 agents : 2 000 au siège et environ 8 000 dans les lycées franciliens – cuisiniers, magasiniers, agents d'entretien, d'accueil ou de maintenance. Ceux-ci dépendent administrativement de la Région, mais leur travail quotidien est encadré par les gestionnaires d'établissements issus de l'Éducation nationale. Cette double hiérarchie entraîne souvent un manque de reconnaissance, des conditions de travail difficiles et parfois des situations de harcèlement ou de non-respect des restrictions liées à la santé. Quand on a commencé, la CFDT était la 4^e organisation à la Région Île-de-France, peu connue des agents des lycées. Notre priorité a été de redonner de la visibilité et recréer du lien avec ces personnels.

Quel rôle a joué l'Union régionale dans cette dynamique ?

L'Union régionale a été un vrai point d'appui. Elle nous a aidés à structurer

notre démarche et nous a accordé une subvention qui a notamment permis aux militants de se déplacer là où la CFDT était peu présente. Nous avons ainsi multiplié les heures d'information, en axant notre intervention sur les conditions de travail concrètes des agents plutôt que la présentation de notre organisation. Cette approche de la proximité a changé notre image : les agents nous disent souvent « *vous posez les vraies questions* », signe qu'ils se sentent enfin écoutés. L'Union régionale nous a aussi soutenus dans la communication, en réalisant de courtes vidéos des candidats. Les agents se sont reconnus, car ils partagent les mêmes réalités.

Quels résultats avez-vous obtenus et quelles sont les prochaines étapes ?

Les résultats sont là : la CFDT est passée de la 4^e à la 2^e place aux dernières élections professionnelles. Nous avons gagné en visibilité grâce à nos actions de terrain et à des supports concrets



– goodies CFDT et tracts revendicatifs – qui ont ouvert un vrai débat sur le rôle de la Région comme employeur. Pour la campagne 2026, nous voulons poursuivre sur cette lancée : multiplier les déplacements des militants sur le terrain, développer nos outils de communication et notamment les vidéos. Notre objectif reste le même : défendre les agents des lycées, leur donner toute leur place et rappeler à la Région qu'elle doit pleinement assumer ses responsabilités d'employeur.

La Ville orange de Versailles a été un temps fort de la campagne 2022. Qu'est-ce que cette initiative a représenté pour vous ?

Ça a été un moment vraiment marquant. Une centaine de militantes et militants issus de 17 syndicats, du public comme du privé, ont sillonné les rues de la ville pour aller à la rencontre des agents et des salariés. Nous sommes notamment passés par les services du centre hospitalier, où travaillent plus de 3 000 agents. Montrer la force collective de la CFDT sur le terrain a permis de convaincre, de créer du lien et de donner envie de s'engager. Faire valoir les droits des agents, c'est aussi ça : être présent, aller vers eux, même quand on n'a pas toutes les réponses. Le terrain, ça paye toujours.

Tu évoques la complémentarité entre militants. En quoi a-t-elle compté pour cette campagne ?

On a une vraie richesse collective. À l'époque, j'étais secrétaire de la section

de l'hôpital de Meulan-les-Mureaux et militante au comité de gestion des œuvres sociales de la fonction publique hospitalière. Le fait de rassembler des militants venus d'horizons différents – hôpital, privé, Interco... – change tout ! On apprend les uns des autres, on échange, et ça crée une véritable entraide. Quand je suis devenue secrétaire générale, je connaissais déjà des militants de l'interprofessionnel à Trappes et de plusieurs secteurs : cette expérience m'a aidée à m'intégrer.

L'interprofessionnel a aussi participé à la conception de vos affiches. Comment ce travail commun s'est-il concrétisé ?

Les affiches, illustrées avec humour par le dessinateur Wingz, ont eu beaucoup de succès ! Les agents s'y sont reconnus, elles parlaient d'eux. Une militante de mon syndicat a participé au groupe de travail piloté par l'Union régionale, et chacun a apporté son



regard. Le résultat nous ressemblait : des thèmes concrets – gestion des plannings, télétravail, droits des contractuels, bilan du Ségur, polyvalence sauvage – et un ton accessible. Tout le monde a eu envie de les distribuer, et on en était fiers. Pour la prochaine campagne, je veux qu'on garde cette dynamique et qu'on renforce nos implantations, notamment à Versailles.

Marie-Christine, l'ADN militant

Mandatée à la CPAM de Seine-et-Marne, Marie-Christine a été la première femme cheffe de file de notre région pour ce mandat. Institutrice de métier, cette militante passionnée met toute son énergie au service des autres : assurés sociaux, mandatés de la protection sociale, mais aussi militantes et militants de l'interprofessionnel... Elle ne compte ni ses heures, ni ses convictions.

Chez les Oudart, le militantisme est une histoire de famille. Le grand-père de Marie-Christine, typographe à la Voix du Nord, était syndicaliste CFTC, son père technicien PTT et président, dans les années soixante-dix, de l'union départementale CFDT des Côtes-d'Armor, engagé à l'Action catholique ouvrière. À Lannion, Marie-Christine grandit entre tracts, affiches, occupations d'usines et soupes populaires. *« Avec mon frère et ma sœur, on jouait dehors pendant que les adultes s'organisaient; en 72, on a beaucoup ri en chantant: "Au Joint français, les ouvriers bretons disent merde au patron!" »*, se souvient-elle. Revendications et convivialité allaient de pair: les luttes sociales se terminaient souvent en danses bretonnes.

Avec les jeunes

Après un début d'études de droit à Rennes, elle s'oriente vers l'animation socio-culturelle, puis part à Paris préparer un diplôme en carrière sociale. *« J'étais la plus jeune de la promo, le diplôme d'État n'existait même pas encore! »* Très vite, elle réussit le concours d'institutrice et débute à l'établissement régional d'enseignement adapté de Chamigny, auprès de jeunes en difficulté. *« Je ne connaissais personne. Pendant un an, j'ai dormi à l'infirmerie »*, sourit-elle. Deux ans plus tard, elle termine sa formation à l'École normale avec un double mémoire sur les déficiences visuelles et auditives, alliant pédagogie et intérêt pour les jeunes à besoins spécifiques.



L'interpro, une richesse

La CFDT n'est jamais loin. Dès sa première affectation à Melun, Marie-Christine adhère et commence à militer: élue aux élections professionnelles, dans les commissions paritaires, elle devient responsable du SGEN de Seine-et-Marne puis siège au conseil fédéral. Et bien sûr, elle rejoint aussi très vite le conseil de l'union départementale et prend des responsabilités dans l'interprofessionnel. *« Ça a été un vrai coup de cœur, découvrir d'autres métiers, d'autres réalités... C'est une vraie richesse! »* En 2001, elle accepte un mandat à la caisse primaire d'assurance maladie. En 2005, elle devient cheffe de file et explore tous les leviers souvent méconnus de ce mandat qui offre la possibilité de peser sur les choix en matière de subventions aux

associations, critères d'attribution ou encore publics bénéficiaires. Par exemple, sa caisse propose des aides pour prendre en charge les frais de transport de personnes isolées ne pouvant emprunter les transports en commun pour se rendre à un rendez-vous médical ou accéder aux soins.

Faire collectif

Pas simple de tout concilier, reconnaît la responsable interpro: *« Je me demande parfois comment j'ai pu passer tant de soirées en réunion tout en élevant mes deux enfants... »* Lucide sur les combats menés, elle rappelle aussi celui de la place des femmes: *« On a trop tardé. Certaines d'entre nous n'ont pas eu ma chance et ont dû renoncer. »* L'échange est,

pour elle, le moteur de l'action militante: *« Prendre le temps d'écouter, de comprendre, débattre, c'est essentiel. Et s'accorder des temps conviviaux, des parenthèses pour souffler un peu, aussi. Sans oublier, toujours, de mettre les mains dans le cambouis! »* dit-elle en repensant aux heures passées à plier le journal du syndicat pour l'envoyer aux adhérents. À l'approche de la fin de son mandat en 2026, Marie-Christine prépare la relève avec soin. *« J'ai tenu à faire un tuilage. Mes débuts ont été difficiles, je ne veux pas que ça se reproduise. »* En Bretagne, où elle prévoit de repartir s'installer, difficile de l'imaginer inactive. Elle sourit: *« pour l'instant, je ne sais pas encore ce que je ferai. Mais je trouverai bien. »*

Judith Boumendil et Alice Heras

80 ANS DE LA SÉCURITÉ SOCIALE : DÉCOUVREZ LE BOOK SÉCU 2025



Depuis sa création, en octobre 1945, la Sécurité sociale est un pilier du modèle social français. Elle incarne une promesse : celle d'un accès aux soins pour tous, d'une protection face aux aléas de la vie, d'une solidarité active. Mais cette promesse est aujourd'hui mise à l'épreuve.

Entre modernisation et héritage : un système à préserver

Une enquête* menée par Ipsos pour le Groupe VYV et la Fondation Jean-Jaurès, met en lumière la relation ambivalente des Français avec la Sécurité sociale. Si elle reste un pilier essentiel du modèle social français, des interrogations persistent quant à sa soutenabilité. Le déséquilibre structurel entre recettes et dépenses inquiète les Français. 88 % d'entre eux pensent que la Sécurité sociale ne pourra plus se financer correctement dans le futur, 86 % anticipent des déremboursements croissants et 64 % redoutent de ne plus avoir les moyens de se soigner.

Face à ces constats, les Français identifient plusieurs axes de réformes prioritaires : 91 % réclament une lutte renforcée contre la fraude, 85 % le maintien d'une couverture universelle sans distinction de revenus et 82 % estiment qu'il faut mettre davantage l'accent sur la prévention. Entre attache-

ment profond et inquiétudes sur sa pérennité, les Français expriment une volonté claire : préserver l'universalité du système, renforcer la prévention et assurer l'équité.

Un équilibre à trouver entre réformes et préservation du modèle

Notre système de protection sociale repose sur une complémentarité entre la Sécurité sociale et les organismes complémentaires, et garantit un large accès aux soins pour la population française. Depuis plusieurs années, il est impacté par de nombreuses réformes avec des dispositifs tels que la protection universelle maladie, l'adossement du régime social des indépendants au régime général, l'évolution de la télémédecine, le 100 % santé ou encore les lois de financement de la Sécurité sociale annuelles de plus en plus prégnantes.

Le Groupe VYV, grâce à ses différents savoir-faire, complète ce dispositif en développant chaque jour des solutions concrètes pour

ses assurés, entreprises comme particuliers, pour une santé accessible à tous et solidaire.

Book Sécu : les essentiels de la Sécurité sociale

Dans ce contexte d'évolutions permanentes, nous souhaitons vous donner accès au Book Sécu, document de référence sur le fonctionnement de la Sécurité sociale. Cet outil, mis à jour pour 2025, prend en compte les dernières évolutions réglementaires.

Retrouvez les essentiels de la Sécurité sociale à travers 7 chapitres :

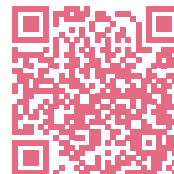
- **l'origine et l'organisation des régimes de Sécurité sociale ;**
- **l'Assurance maladie ;**
- **l'arrêt maladie ;**
- **l'assurance maternité-paternité ;**
- **les accidents du travail et les maladies professionnelles ;**
- **l'assurance invalidité ;**
- **l'assurance liée au décès.**

* « Les Français et la Sécurité sociale d'aujourd'hui et de demain », mars 2025.



Pour plus d'informations, contactez-nous :
relation.partenaire@groupe-vyv.fr

➤ Accédez au
Book Sécu 2025 :



Union
Mutualité
Française



SANTÉ ASSURANCES & RETRAITE - SOINS & ACCOMPAGNEMENT - LOGEMENT

POUR UNE SANTÉ
ACCESSIBLE À TOUS



Être assureur d'intérêt général c'est répondre aux besoins et contraintes de chacun de nos clients, en construisant, ensemble, une protection qui leur ressemble.

KLESIA s'engage pour la société en apportant des solutions de prévention d'assurance de personnes et de services simples, innovantes, solidaires et durables adaptées à vos besoins et à ceux de vos proches, tout au long de la vie. Au-delà de notre métier initial, nous agissons pour les plus fragiles, œuvrons pour le mieux vieillir et contribuons à rendre la santé accessible à tous.

KLESIA s'engage à vous assurer un avenir serein et contribue à la qualité de vie pour tous.

KLÉSIA
Assureur d'intérêt général